

Hongrie Tchécoslovaquie Pologne :

LA CONTINUITE STALINIENNE DU PCF

P. H. NATANSON

DECIDEMENT, pour la direction et l'appareil du PCF, l'année 1981 restera marquée d'une pierre noire. Et plus précisément deux dates, qui ont signifié un nouveau point d'inflexion dans le développement de la crise du parti : le 10 mai et le 13 décembre. L'élection de François Mitterrand (avec comme corollaire la chute à 15 % du score de Marchais) et le coup de force des bureaucrates polonais. Jamais, au moins depuis 1968 (la grève générale, puis l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie) ou 1956 (vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, plus XX^e Congrès du PCUS et écrasement de la révolution hongroise), on n'a vu une telle conjonction entre les événements internationaux et les échéances nationales peser sur le parti.

Mais l'ampleur de la crise qui le frappe aujourd'hui est sans commune mesure avec les chocs de 1956 et 1968. A cette égard, les membres fondateurs de *Rencontres communistes-Hebdo* ont raison d'expliquer que la direction est en train de « créer un état de choses où la disparition du PCF en tant que force politique marquante deviendrait une hypothèse crédible ». Et dans cette évolution, l'affaire polonaise pèsera de tout son poids.

1956-1968-1981

De nombreux militants et cadres du parti ont été réellement surpris des positions prises par la direction après le coup de force du 13 décembre en Pologne. Pour eux, l'alignement inconditionnel derrière Jaruzelski et ses mentors du Kremlin marque une sorte de retour en arrière, de régression par rapport aux positions prises ces dernières années sur les « bavures » du « socialisme réel ». Et tous de se référer plus ou moins ouvertement à la condamnation que le bureau politique avait portée, sur proposition de Waldeck Rochet, à l'encontre de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie le 21 août en Tchécoslovaquie, pour mettre un coup d'arrêt définitif au « printemps de Prague ».

Pourtant, quand on réétudie aujourd'hui, à la lumière de la Pologne, les pri-

ses de position réelles prises par la direction du PCF lors des principales crises qui ont secoué les dictatures bureaucratiques, on se rend compte de l'extraordinaire continuité d'analyse qu'elles reflètent.

En 1956, la direction du PCF montrait déjà quelle était la limite à ne pas franchir dans la diversité des voies d'accès au socialisme pour les pays du glacis : « [Les forces hostiles au socialisme] ont pensé pouvoir, dans la confusion, faire oublier aux travailleurs que la thèse juste sur la diversité des voies d'accès au socialisme ne signifie pas l'abandon des principes de base du marxisme-léninisme. En d'autres termes, une chose est la construction du socialisme en tenant le plus compte des particularités nationales, et autre chose est de prendre le chemin qui tourne le dos à la construction du socialisme », écrivait Marcel Servin dans *l'Humanité* du 25 octobre 1956. Quinze jours plus tard, le PCF approuvait l'intervention : « Après deux semaines de confusion politique, la cause du socialisme triomphe en Hongrie... », déclarait le bureau politique et *l'Humanité* titrait, après l'écrasement du prolétariat insurgé : « Budapest recommence à sourire à travers les blessures. »

Dans la *Nouvelle Critique*, Biard expliquait que le PC hongrois, qui avait commis des erreurs et était sur la défensive, avait dû faire appel à la solidarité soviétique pour éviter la guerre civile et « sauver la paix ». Des arguments qui vont resurgir vingt-six ans plus tard. Mais, entre-temps, il y a eu la Tchécoslovaquie.

Les militants du PCF, avons-nous dit, ont surtout retenu la « condamnation », puis la « réprobation » portée sur l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie. Ils se souviennent moins comment la même direction du Parti communiste approuva ensuite la « normalisation » et au nom de quels arguments.

Dans une brochure diffusée massivement au mois d'octobre 1968, le PCF expliquait les limites de sa condamnation : « Ayant fait connaître aux partis intéressés notre opposition à toute intervention militaire de l'extérieur, nous avons exprimé notre opinion lorsque le 21 août, cette intervention a été déclenchée sans l'accord du Parti communiste et du gouvernement de Tchécoslovaquie. En même temps, nous avons ap-



pelé à déjouer les tentatives des ennemis du socialisme pour mettre à profit la situation ainsi créée afin de développer l'antisoviétisme.

« Au lendemain des entretiens soviéto-tchécoslovaques de Moscou (23-26 août), nous avons enregistré comme un fait positif qu'un accord soit intervenu. Nous souhaitons que les clauses de cet accord soient appliquées de part et d'autre et que cela permette le retour à une situation normale. La position de principe qui, à chaque étape de ces événements douloureux, a été celle du PCF est une position de classe, conforme aux règles qui doivent régir les rapports entre partis frères, conforme à l'internationalisme prolétarien. »

Dans son rapport introductif au XIX^e Congrès du PCF de l'automne 1970, Georges Marchais expliquait bien ces limites : « Notre parti a exprimé en toute franchise son désaccord avec l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Il a, par la suite, manifesté sa compréhension aux efforts entrepris pour trouver une solution politique à la crise survenue, comme il l'avait préconisé depuis le début. »

La fameuse brochure d'octobre 1968 éclaire l'absence de contradiction entre la condamnation de 1968 de l'intervention « extérieure » et l'approbation, en 1981, du coup de force « purement polonais » mené par Jaruzelski : « [Notre] position de classe qui implique la lutte pour défendre le socialisme dans les pays où il a été instauré contre les entreprises de réaction intérieure et l'impérialisme étranger. A cet égard, on se souvient qu'en 1956, nous avons approuvé l'aide militaire de l'URSS à la Hongrie, quelles qu'aient été à l'époque les passions déchainées par la propagande adverse.

« Mais, en août 1968, la situation en Tchécoslovaquie était absolument différente de celle de la Hongrie. Certes, des forces hostiles au socialisme se manifestaient et leur activité n'était pas suffisamment combattue sur le plan politique et idéologique. Le comité central de notre parti l'avait fait observer dès avril 1968, tout en saluant les mesures prises par les communistes tchécoslovaques en vue de corriger les erreurs du passé et de développer la démocratie socialiste. Cependant, ces faiblesses ne permettaient pas de penser que la menace d'un coup de force contre-révolutionnaire pesait sur le socialisme en Tchécoslovaquie. Nous avons raison d'estimer qu'il revenait au Parti communiste tchécoslovaque de faire face victorieusement aux activités antisocialistes, avec le soutien idéologique et politique des autres pays socialistes et de tous les partis frères. »

Sincèrement, qui peut dire que le fond de l'argumentation sur la Pologne aujourd'hui est bien différent ? Le problème que le PCF a dû affronter en 1968, c'est qu'il n'y a pas eu de Jaruzelski tchèque. Pour le reste, au mot près (sauf la « démocratie socialiste » qui est aujourd'hui le « nouveau socialiste »), c'est la même approche.

Et ce n'est pas un hasard. Car à chacune de ces crises, le mouvement des masses a remis en cause, dans les pays du « socialisme réel », ce qui est le noyau de

la dégénérescence stalinienne et qui reste un élément essentiel de l'identité politique et historique d'un parti comme le Parti communiste français. Le stalinisme est l'expression politique des intérêts d'une couche sociale, la bureaucratie, acharnée à défendre ses privilèges. Ceux-ci sont directement liés à l'usurpation et au monopole du pouvoir qu'elle exerce dans l'Etat ouvrier au nom de, mais en réalité contre, la classe ouvrière, et au maintien d'un certain statu quo qu'avec l'environnement capitaliste et impérialiste.

Le noyau théorique de la dégénérescence stalinienne

Pour justifier et légitimer le processus de dégénérescence qui a abouti à une totale perversion des formes politiques de la dictature du prolétariat, le stalinisme a ouvertement révisé la tradition marxiste révolutionnaire, celle de Marx, Lénine et des premières années de l'Etat ouvrier soviétique et de l'Internationale communiste, sur ce qu'est l'Etat ouvrier et la transition au socialisme.

1. La première révision s'inscrit dans le droit fil de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Pour Marx et Lénine, le stade du socialisme ne pouvait pas être atteint sans un développement des forces productives qualitativement supérieur à celui atteint dans les pays capitalistes avancés (d'où ils en tiraient également comme corollaire qu'avec la division internationale du travail existant, il ne pouvait pas y avoir de socialisme autrement qu'à l'échelle internationale). Il en découlait donc la nécessité d'une période de transition, après l'instauration de la dictature du prolétariat, au cours de laquelle l'économie centralement planifiée ne fonctionnerait plus selon la norme capitaliste du profit et de l'accumulation capitaliste, mais où subsisteraient des « normes bourgeoises » en matière de rémunération du travail salarié et de la répartition des biens de consommation.

Or, c'est en 1936 que la bureaucratie stalinienne introduit dans la nouvelle Constitution de l'URSS que le socialisme est déjà réalisé, tout en renvoyant aux calendes grecques l'instauration du communisme. Et le dernier congrès du PCUS, qui s'est tenu il y a un an, a confirmé ce double postulat : la « phase supérieure du socialisme est déjà réalisée ». Par contre, le communisme est repoussé à un horizon historique indéterminé et imprévisible...

2. Cette révision sur le socialisme a couvert et introduit une autre révision, la liquidation juridique de la dictature du prolétariat : on a décrété en 1936 que, en URSS, le socialisme ayant déjà été atteint, l'Etat devenait « l'Etat du peuple entier ». On liquide le système électoral soviétique fondé sur des collèges par classes et les



(Dessin de PLANTU.)

Dictature du prolétariat : notre conception

Les différences fondamentales entre réformistes et marxistes-révolutionnaires sur la question clé du pouvoir d'Etat sont les suivantes :

1. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement la *nature de classe* de tous les Etats et de l'appareil d'Etat en tant qu'instrument pour maintenir le pouvoir de classe.

2. Les réformistes défendent l'illusion que la « démocratie » ou les « institutions d'Etat démocratiques » se situent au-dessus des classes et de la lutte de classes.

3. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement que l'appareil d'Etat et les institutions d'Etat des Etats bourgeois, même les plus démocratiques, servent à maintenir le pouvoir et la domination de la classe capitaliste et ne peuvent servir d'instrument pour renverser cette domination et pour transférer le pouvoir de la classe bourgeoise à la classe ouvrière.

4. Les marxistes-révolutionnaires comprennent clairement qu'il faut déduire de cette analyse que la conquête du pouvoir par le prolétariat exige la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, avant tout de l'appareil de répression de la bourgeoisie.

5. Les marxistes-révolutionnaires en déduisent également que la classe ouvrière ne peut exercer le pouvoir d'Etat que dans le cadre d'institutions étatiques d'un type différent de celui de l'Etat bourgeois, à savoir d'institutions fondées sur des conseils des travailleurs (soviets), souverains et démocratiquement élus et centralisés, avec leurs caractéristiques fondamentales, telles que Lénine les a précisées dans *l'Etat et la Révolution* : élection de tous les fonctionnaires, juges, dirigeants de milices ouvrières (ou ouvrières et paysannes) et de tous les délégués représentant les travailleurs dans les institutions d'Etat ; rotation régulière des élus ; limitation de leurs revenus à celui d'un ouvrier qualifié ; révocabilité de tous les élus au gré des électeurs ;

exercice conjoint de pouvoirs législatifs et exécutifs par des institutions de type soviétique ; réduction radicale du nombre de fonctionnaires permanents et transfert croissant des fonctions administratives à des organes directement constitués par les travailleurs.

Cela signifie, en d'autres mots, une croissance qualitative de la démocratie directe, à l'opposé de la démocratie indirecte et représentative. Comme l'a dit Lénine, l'Etat ouvrier est le premier Etat dans l'histoire humaine qui défend le gouvernement de la majorité de la population contre des minorités d'exploiteurs et d'opresseurs : « *Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches ; et plus les fonctions du pouvoir sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.* (Lénine : OEuvres, tome 25, p. 454) » La dictature du prolétariat n'est donc rien d'autre que la démocratie ouvrière. C'est dans ce sens que la dictature du prolétariat commence à dépérir presque dès sa naissance.

Le concept de dictature du prolétariat, qui résume toutes ces caractéristiques, constitue un élément fondamental de la théorie marxiste de l'Etat, de la révolution prolétarienne et du processus de construction d'une société sans classes. Le mot « dictature » a un sens concret dans ce contexte. Il s'agit du mécanisme pour désarmer et exproprier la classe bourgeoise et pour permettre l'exercice du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière ; d'un mécanisme pour empêcher tout rétablissement de la propriété privée des moyens de production et toute réintroduction de l'exploitation de travailleurs salariés par des capitalistes. Mais ce concept ne peut d'aucune manière s'identifier avec un pouvoir dictatorial exercé sur la grande majorité du peuple. Le Congrès de fondation de l'Internationale communiste affirma explicitement que : « *La dictature du prolétariat est*

l'écrasement, par la force, de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population : les propriétaires fonciers et les capitalistes. Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraîne inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension, jusqu'alors inconnue, du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses... une faculté rapide de profiter des droits et libertés démocratiques comme il n'y en a jamais eu, même d'approchants, dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques. (Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat - Les quatre premiers congrès de l'IC. »)

Contre le révisionnisme programmatique maintenant avoué de nombreux partis communistes et formations centristes, la IV^e Internationale défend ces conceptions classiques de Marx et de Lénine. Une société socialiste est impossible sans la propriété collective des moyens de production et du surproduit social, sans la planification de l'économie et sa gestion par la classe ouvrière dans son ensemble par des conseils de travailleurs démocratiquement centralisés, c'est-à-dire l'auto-gestion planifiée des travailleurs. Pareille socialisation est impossible sans l'expropriation économique et politique des capitalistes et l'exercice du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière.

(EXTRAIT DE « DEMOCRATIE SOCIALISTE ET DICTATURE DU PROLETARIAT »)

groupements de production au profit du « suffrage universel égal et direct ».

3. Troisième révision : puisque l'Etat devient l'Etat du peuple tout entier, que les classes se sont dissoutes dans la nation, il ne peut plus y avoir qu'un seul parti politique. Cela part également de la fiction policière stalinienne selon laquelle, dans l'histoire, chaque classe était représentée par un parti et que, réciproquement, chaque parti représentait une seule classe.

Et c'est ainsi que la Constitution de 1936 introduit la notion de parti dirigeant : « *Les citoyens les plus actifs et les plus conscients* [c'est-à-dire ceux qui sont reconnus comme tels par les autorités, explique Trotsky commentant cet article] *de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le Parti communiste (...) qui constitue le moyen dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que de l'Etat.* »

Désormais, la dictature du prolétariat, ou ce qu'il en reste, est identifiée à la dictature du parti agissant « *au nom de la classe ouvrière* ».

4. Corollaire de l'équation stalinienne une classe = un parti : tout regroupement, plate-forme ou tendance d'opposition au sein du parti dirigeant ne peut être que le reflet d'un point de vue de classe extérieur au prolétariat, voire de l'impérialisme, et est donc interdit. La suspension provisoire du droit de fraction lors du X^e Congrès du PCUS en 1920 devient une norme historique.

5. Mais cela ne suffit pas. « *Le parti gouvernant de l'URSS est devenu la machine politique d'une bureaucratie, exerçant un monopole, qui a quelque chose à perdre, mais n'a plus rien à conquérir.* (Trotsky) » Pour justifier ce monopole, elle développe une autre révision : la remise en cause formelle de la théorie du dépérissement de l'Etat, développée par Marx dans ses écrits sur la Commune de Paris, par Lénine dans *l'Etat et la Révolution*, et contenue dans les deux premières constitutions soviétiques, celles de 1918 et 1919. C'est la fameuse théorie sur « *l'approfondissement des luttes de classes* », au cours du processus de construction du socialisme, où l'on explique que des dizaines d'années après la suppression de la propriété des moyens de production, le capitalisme pourrait être restauré, pour peu que soit remis en cause le rôle dirigeant du parti, seul dépositaire du monopole de la science marxiste et de la juste compréhension des intérêts historiques du prolétariat « au nom » duquel il exerce son pouvoir.

6. Enfin, pour achever de dresser le tableau, la dernière révision est l'abandon de l'internationalisme prolétarien pour une politique internationale de défense de la bureaucratie en place. C'est la recherche du statu quo avec les puissances impérialistes. (A cet égard, le pacte Laval-Staline de 1934 ou, après un renversement d'alliance, le pacte germano-soviétique de 1939 ne sont après tout que les ancêtres directs de Yalta.) C'est le soutien aux « bourgeoisies nationales » des pays coloniaux et semi-coloniaux au détriment des intérêts des masses ouvrières et pay-

sannes, la remise en cause des conceptions de Lénine sur le droit des peuples à l'autodétermination (l'Afghanistan ne constituant que le dernier exemple en date), ou l'adaptation des PC aux institutions de l'Etat bourgeois (fronts populaires). La boucle est bouclée. La dictature du prolétariat est révisée par les deux bouts, que ce soit la démocratie socialiste et le dépérissement de l'Etat ouvrier, ou la définition de classe de l'Etat et la nécessité de détruire l'Etat bourgeois, comme préalable à la construction du socialisme.

Certes, depuis les années trente, un certain nombre de choses ont évolué. La direction du PCF a reconnu (avec retard) que tout n'était pas faux dans le fameux « rapport attribué à Khrouchtchev » au XX^e Congrès de 1956. A plusieurs reprises, elle a marqué ses distances avec « certaines erreurs », certains « manquements à la légalité socialiste » en URSS et dans les pays de l'Est. Mais cela ressemble fort à la formule du pâté d'alouette : un cheval, une alouette. Que pèse la poignée de main de Juquin à Pliouchtch face à l'approbation de la « normalisation » en Tchécoslovaquie ? Que pèse le soutien apporté à Andreï Sakharov face à l'appui donné à l'intervention soviétique en Afghanistan et au coup de force de Jaruzelski contre dix millions de travailleurs polonais ?

Fondateur de *Rencontres communistes - Hebdo*, Heddy Kenig expliquait récemment à propos de la Pologne : « *La position de la direction du PCF exprime ce que représente dans l'identité du parti l'attachement à l'URSS et l'intériorisation presque consubstantielle du modèle soviétique.* » Oui, il y a une continuité directe entre les positions du PCF sur la Pologne et le fait d'expliquer « *que le socialisme existe réellement* » dans les pays de l'Est, que son « *bilan est globalement positif* », que la défense de ce socialisme s'identifie à la défense du parti unique lorsque son monopole est remis en cause, qu'il faut respecter la division du monde en camps, telle qu'elle est née de Yalta, et que toute évolution des pays de l'Est ne peut se faire qu'en terme de « démocratisation », c'est-à-dire en fait d'aménagement, d'autoréforme et de libéralisation de la dictature bureaucratique.

Mais il y a également un lien direct entre les positions du PCF sur la Pologne et ses propres spécificités d'appareil, ses méthodes et ses traditions comme la formation de son encadrement. Que l'on songe au parallèle que l'on peut établir entre ce que représente dans les pays de l'Est le « rôle dirigeant du parti » et l'affirmation par le PCF qu'il est le « seul parti révolutionnaire », « le seul parti de la classe ouvrière ». Au parallèle aussi entre la sujétion, dans les pays du « socialisme réel » de toutes les « organisations sociales » au « parti dirigeant » et la volonté que développe en France le PCF de réduire les organisations de masse qu'il contrôle, notamment syndicales, à de pures et simples « courroies de transmission ». Que l'on songe enfin au centralisme bureaucratique qui règle les débats politi-



Hongrie 1956

ques, le système de cooptation des directions au travers de commissions de candidatures soigneusement désignées d'en haut, ou la falsification — ne serait-ce que par omission — de l'actualité dans la presse du PCF...

Quelle évolution ?

Il n'y aura sans doute pas d'évolution linéaire, après les événements de Pologne, du PCF et même de sa direction.

La nouvelle période de montée révolutionnaire initiée en Europe en 1968-69 et la nouvelle phase de crise du stalinisme qui rebondit à une échelle sans précédent avec le mouvement des travailleurs polonais a accentué les lignes de fracture nationales entre les divers PC. La prise de distance opérée par le PCI et le PCE après le coup de force en Pologne a débouché sur une remise en cause sans précédent par les directions de ces partis du modèle du « socialisme réel » qu'elles accusent d'avoir épuisé toute sa dynamique historique.

La résurgence au sein du PC espagnol, à côté de courants « rénovateurs » qui s'adaptent de plus en plus ouvertement à la social-démocratie, de courants « afghans » qui combinent la référence au « camp socialiste » et la critique partielle de l'acceptation de l'austérité capitaliste par la direction Carrillo atteste de ces contradictions.

En France, il suffit de voir les oscillations suivies depuis quinze ans par la direction pour s'en rendre compte.

— Passée la condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie, le PCF s'est de nouveau aligné, entre 1969 et 1971, partiellement sur les positions de l'URSS comme l'a attesté son approbation de la normalisation, son rôle dans la conférence internationale des PC en 1969, ou ses positions en flèche dans la critique du maoïsme.

— A partir de 1972 et de la formation de l'Union de la gauche, la direction du PCF a utilisé « l'eurocommunisme » pour accréditer ses thèses gradualistes et électoralistes.

— Après 1977 et la rupture de l'Union de la gauche, la dénonciation verbale de la social-démocratie est allée de pair avec une défense cynique des positions stalinienne classiques. Sans que cela signifie une plus grande subordination à l'encontre du Kremlin, mais parce que cette référence au « camp socialiste » a servi de contre-poids à son isolement national pour assurer la cohésion interne de son noyau militant et surtout de son appareil.

Mais le repoussoir que constitue pour les masses travailleuses le « socialisme réel », ce qui est la principale manifestation de la crise internationale du stalinisme, rend de plus en plus contradictoire le maintien de la cohésion de cet appareil, et la possibilité d'une « remontée d'influence » dont dépend d'ailleurs aussi sa survie physique et matérielle. Cette crise est exacerbée en France par la participation du PCF à un gouvernement membre de l'Alliance atlantique, ainsi que par la réaction de masse, dans la classe ouvrière, qu'a suscité le coup de force du 13 décembre.

Plus que jamais, la direction du PCF est durablement prise en tenaille entre la nécessité de maintenir ses liens avec la classe ouvrière (ne serait-ce qu'à cause des échéances futures de la lutte des classes en France qui risquent de remettre en cause le statu quo) et de ne pas rompre ses attaches à la bureaucratie soviétique.

Il est vraisemblable que, malgré les normalisations internes qu'elle tentera dans le parti et les organisations qu'elle contrôle, elle ne sera pas en mesure d'empêcher durablement l'approfondissement de son déclin et de sa crise.

Bibliographie

Marx : « la Guerre civile en France »

Marx-Engels : « Critique du Programme de Gotha et d'Erfurt »

Lénine : « l'Etat et la Révolution »

Collectifs : textes des quatre Constitutions soviétiques in G. Desolre : « les Quatre Constitutions soviétiques »

Trotsky : « la Révolution trahie »

IV^e Internationale : « le Programme de transition »

IV^e Internationale : « Démocratie socialiste et Dictature du prolétariat »
